



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARTONI France

ZI du Fournalet
59, rue Gutenberg
84700 Sorgues

Références : D-0211-2025
Code AIOT : 0006400442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement MARTONI France implanté ZI du Fournalet 59, rue Gutenberg 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 27/03/2025 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur la thématique perte d'utilité électrique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARTONI France
- ZI du Fournalet 59, rue Gutenberg 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400442
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de tubes en PVC, destinés aux secteurs de l'assainissement et du bâtiment.

Consistance de l'installation :

- L' « Usine historique », située impasse Gutenberg : cette usine de production de tubes PVC a été construite au début des années 1970. le bâtiment est d'une surface de 18 200 m² sur les parcelles n° 8, 9, 10, 11, 12 section BP pour une surface totale d'environ 31 000 m². Ce bâtiment est destiné à la production et au stockage.
- Un Parc dit « Nord », de l'autre côté de la rue Curie : Il s'agit d'un parc de stockage imperméabilisé de 4 000 m² utilisé pour le stockage des tubes PVC, sur la parcelle n° 23 section BP pour une surface d'environ 10 000 m² ,
- Un Parc dit « SNCF », en face de l'usine, de l'autre côté de l'impasse : idem parc " Nord " d'une surface d'environ 7 500 m² sur la parcelle n° 5 sections BP.

L'installation est réglementée par:

- L'installation est réglementée par un arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 1996 au titre des rubriques 2661-1.a (A), 2661-2.a (A), 2662-2 (E), 2663-2.b (E), 1131-1.e (D), 2925 (D). Cet arrêté a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires :
 - Arrêté n° s12002-08-23-006075 du 23 août 2002. (augmentation de capacité de stockage bâtiment NOVAGRI .
 - Arrêté n° s12002-10-15-0010 du 15 octobre 2002. (soumission à tiers expert de l'étude de danger),
 - Arrêté n° s12003-09-22-0030 du 22 septembre 2003. (mise à niveau de l'installation au regard de l'étude de danger),
 - Arrêté n° s2013-158-0004 du 07 juin 2013. (mise à jour des rubriques),
 - Arrêté du 28 février 2017. (aménagement parc stockage " Nord ").

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	2 mois
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté trois non conformités relatives à l'absence de procédure de mise en sécurité des installations en cas de perte d'alimentation électrique, ainsi qu'aux modalités de maintenance et de suivi des moyens de lutte contre l'incendie. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'inspection, seule la perte d'approvisionnement électrique a été contrôlée. En particulier, lors d'une coupure de l'alimentation électrique du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> la production s'arrête, le site n'étant pas équipé de groupe électrogène ;

- l'exploitant est immédiatement averti par l'arrêt de l'outil de production ;
- seuls sont secourus via des batteries :
 - le serveur informatique ;
 - le système de démarrage du dispositif de sprinklage ;
 - un éclairage de secours au niveau de l'atelier ;
 - la centrale incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;[...]

Constats :

Comme mentionné au PdC précédent, la production de tuyaux PVC par extrusion et l'ensemble des installations s'arrêtent automatiquement en cas de coupure d'alimentation électrique. L'exploitant ne dispose pas de consigne spécifique en cas de coupure, en vue du maintien en sécurité des installations. Cependant, il précise que la protection contre l'incendie reste assurée en cas de coupure d'alimentation électrique :

- le démarrage des diesels du système de sprinklage se fait sur batteries (ensemble des ateliers de production et de stockage sprinklés) ;
- lorsque les cuves d'eau ou de carburant (1000L) associées au sprinklage sont vides, le système est alimenté directement par le réseau d'eau de ville ;
- la détection incendie sur batterie reste opérationnelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 2 mois, mettre en place une consigne d'exploitation, décrivant les actions à

mener afin de maintenir les installations en sécurité lors d'une coupure électrique, notamment pour prendre en compte : <ul style="list-style-type: none"> • une coupure de longue durée, qui se prolonge au-delà de la durée d'autonomie de la batterie de la centrale incendie ; • les rondes et actions de surveillance complémentaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>[...]</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64« Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>

Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'autonomie de la batterie de secours de la centrale incendie. Concernant le système de sprinklage, l'exploitant précise qu'en cas de défaillance du groupe diesel, le système est alimenté directement via le réseau d'eau de ville. Il ne dispose pas également de consigne particulière en cas de coupure, en vue du maintien en sécurité des installations (cf PdC précédent).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 2 mois, évaluer l'autonomie de la batterie de secours de la centrale incendie et définir les mesures compensatoires à mettre en place, au-delà de cette durée (cf point de contrôle précédent).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
Constats : L'exploitant indique qu'il n'a pas identifié d'installation ou d'équipement, dont la coupure d'alimentation électrique pourrait être à l'origine d'un phénomène dangereux conduisant à des effets irréversibles hors site.

Concernant la maintenance et le suivi des batteries du système de sprinklage :

- l'exploitant indique réaliser des tests hebdomadaires de démarrage des groupes diesels ;
- l'exploitant a présenté :
 - le registre de contrôle hebdomadaire du système, faisant apparaître notamment le contrôle des batteries ;
 - le contrat de maintenance avec un prestataire spécialisé, en date du 29/11/2024. Ce contrat porte sur un entretien annuel et 2 visites de vérifications semestrielles ;
 - le dernier certificat de contrôle Q1 relatif à la vérification du 16/09/2024. Le chapitre III « contrôle des groupes motopompes diesel » mentionne plusieurs points de contrôle au niveau des batteries. L'inspection relève que le compte-rendu indique « non » à la question « les systèmes de démarrage sont ils en état de fonctionner pour les positions automatique ? /manuel ? / urgence ? » ; sans toutefois que ce point fasse l'objet d'une non-conformité en conclusion du compte-rendu ;
- l'exploitant précise que les batteries sont changées, par expérience, tous les 2 à 3 ans en préventif ou sur signalement du prestataire. Toutefois, cette périodicité n'est pas tracée dans une procédure et ne fait pas l'objet d'une gamme opératoire.

Concernant la centrale incendie, l'exploitant a présenté le compte-rendu du contrôle annuel du 4 décembre 2024 par une société spécialisée, mentionnant le contrôle de la batterie.

Lors de la visite terrain, il a été constaté :

- une fuite de gasoil au niveau de la rétention située sous le groupe diesel. L'exploitant a indiqué que les réparations étaient en cours ;
- que le niveau de carburant était relevé sur le registre des contrôles hebdomadaires (volume diesel présent de 850 L environ relevé le jour de l'inspection pour une cuve de 1000L). L'exploitant précise que l'appoint de la cuve gasoil est fait habituellement à l'issue des tests hebdomadaires, sans que cela soit toutefois mentionné dans les consignes affichées dans le local.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 2 mois :

- justifier de la finalisation des réparations effectuées au niveau du groupe diesel du système de sprinklage (fuite de carburant) ;
- justifier de la conformité du contrôle des batteries au regard de l'observation mentionnée sur le compte-rendu Q1 du 16/09/2024, qui semble sous-entendre que le système n'est pas en état de démarrer ;
- formaliser dans une procédure les périodicités de maintenance des batteries du système de sprinklage et de la centrale incendie, ainsi que les modalités de remplissage de la cuve gasoil du sprinkler.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois